



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 07/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ONYX EST**

1 Rue Henriette Gallé-Grimm  
Bâtiment ORIGIN  
54000 Nancy

Références : 2025\_0362  
Code AIOT : 0006205820

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2025 dans l'établissement ONYX EST implanté R.N 59 - Ferme de BETAIGNE 54950 Laronxe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à présence de déchets plastiques dans du compost issu de ce site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX EST
- R.N 59 - Ferme de BETAIGNE 54950 Laronxe
- Code AIOT : 0006205820
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ONYX exploite une plateforme de compostage de déchets non dangereux sur la commune de LARONXE.

#### Contexte de l'inspection :

- Plainte

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Registre de sortie	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Procédé de compostage	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13	Sans objet
4	Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 54	Sans objet
5	Déchets plastiques dans compost	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 31	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté la mise en œuvre d'actions permettant à la fois d'éliminer les morceaux de plastiques du compost en cours de maturation, ainsi que pour éviter la reproduction de ce problème (non prise en charge des déchets verts issus des points d'apport volontaire de la commune de Lunéville, à la source du problème d'après l'exploitant).

Toutefois, l'inspection a constaté que les registres d'entrée et sortie étaient lacunaires. Il est proposé une mise en demeure sur ces points.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets

### **Prescription contrôlée :**

Chaque admission de matières et de déchets donne lieu à une pesée préalable hors site ou lors de l'admission et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.

Une estimation des quantités entrantes peut faire office de pesée si l'installation ne reçoit qu'une seule catégorie de déchets d'un seul producteur, si elle traite moins de 5000 t / an de déchets ou dans le cas où les seuls déchets compostés sont des déjections animales avec éventuellement des déchets verts.

Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des déchets végétaux fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement.

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;
- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;
- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.

Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets.

### **Constats :**

Les registres d'entrée ont été consultés par sondage.

En 2023, le registre fait état :

- entre le 1/9 et le 18/9 d'apport de boues de la station d'épuration de Maxéville, précisant le poids, le producteur, l'exutoire et la plaque d'immatriculation du transporteur.
- entre le 22/9 et le 12/10 d'apport de déchets verts en mélange provenant de la métropole du Grand Nancy et de la commune de Dombasle-sur-Meurthe précisant le poids, le producteur, l'exutoire et la plaque d'immatriculation du transporteur.

Aucun refus n'a été relevé sur les documents consultés lors de la visite, par sondage. L'exploitant a transmis par mail à l'issue de la visite les bons de refus de criblage du mois de février 2025 (4, 5, 6, 10 et 11 février).

Il a été constaté le jour de la visite la présence de plastiques, cartons et autres déchets divers dans les déchets verts apportés sur site. L'exploitant indique qu'il s'agit des déchets verts provenant de points d'apport volontaire de la commune de Lunéville.

Il n'a pas été constaté dans le registre d'éléments concernant l'apport de ces déchets verts en provenance de Lunéville. L'exploitant explique que la présence de plastique dans le compost, qui a fait l'objet d'un signalement judiciaire, est directement lié à la présence des déchets en tout genre dans les déchets verts issus des points d'apport volontaire. Ces déchets plastiques n'auraient pas été enlevés préalablement au broyage et seraient passés du fait de leur poids léger à travers les mailles du criblage. Ils se seraient donc retrouvés dans le compost ensuite épandu sur les terres agricoles.

L'exploitant indique que le site fait, depuis le début de l'année 2025, seulement office de plateforme de transit pour ces apports (contenant beaucoup de déchets plastiques et autres) qui sont ensuite dirigés vers la plateforme de compostage de Bures (54).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit tenir le registre des entrées de manière rigoureuse et notamment en renseignant les données exigées par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22/04/2008 : - la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.  L'exploitant précisera la procédure mise en place lors de l'admission et du contrôle visuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Procédé de compostage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédé de compostage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par retournements et/ou par aération forcée. Cette phase aérobie est conduite selon les dispositions indiquées à l'annexe I. Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines, durée pouvant être réduite à deux semaines en cas d'aération forcée. A l'issue de la phase aérobie, le compost sont dirigés vers la zone de maturation. L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost. L'exploitant d'une installation de production de compost destiné à un retour au sol (compost mis sur le marché ou épandu, matière intermédiaire telle que définie à l'article 2) instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier de demande d'autorisation l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :

<p>« - nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ; « - rapport C/ N, taille des particules des déchets entrants ; « - mesures de température et d'humidité relevées en différents points au cours du processus (la surveillance du taux d'humidité dans l'andain n'est pas applicable aux procédés confinés lorsque des problèmes sanitaires ou de sécurité ont été mis en évidence. Dans ce cas, il est possible de contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets dans l'unité de compostage confiné, puis de moduler ce taux à la sortie des déchets de l'unité de compostage confiné) ; « - dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains, ou informations sur l'aération de l'andain (par exemple, concentration d'O<sub>2</sub> ou de CO<sub>2</sub> dans l'andain, température des flux d'air en cas d'aération forcée) ; « - porosité, hauteur et largeur des andains. »</p> <p>Les mesures de température sont réalisées conformément à l'annexe I. La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.</p> <p>Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets.</p> <p>Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les documents de suivis de son procédé de compostage.</p> <p>Par sondage, le suivi du lot LP2023-22 a été réalisé. Ce suivi comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature des produits, et leurs tonnages, sans mention de leur origine</li> <li>- les mesures de température</li> <li>- les opérations effectuées</li> </ul> <p>ainsi que les analyses réalisées sur le compost obtenu (analyses physico-chimiques, agronomiques, éléments traces métalliques, micro-organismes, etc.).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Registre de sortie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre de sortie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date d'enlèvement de chaque lot ;</li> <li>- les masses et caractéristiques correspondantes ;</li> <li>- le ou les destinataires et les masses correspondantes.</li> </ul> <p>Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.</p> <p>Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Il a été procédé à une vérification par sondage du registre de sorties.</p> <p>Le tableau renseigné ne permet pas de faire le lien entre le numéro de lot du compost, les dates et heures renseignées dans le registre de sortie. Les heures de sortie sont par ailleurs erronées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de tenir le registre de sortie conformément à la réglementation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 4 : Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 54</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'a pas été constaté lors de l'inspection de traitement ou d'élimination de déchets sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Déchets plastiques dans compost**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 31</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Devenir des matières traitées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque matière intermédiaire telle que définie à l'article 17, l'exploitant doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans la norme NFU 44-051 concernant les éléments traces métalliques, composés traces organiques, inertes et impuretés. Il tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 21/11/2024, l'inspection a constaté la présence de nombreux déchets plastiques, de grande taille, sur le tas de compost.</p> <p>L'inspection lors de la visite du 14/02/2025, a constaté les mesures prises par l'exploitant pour éliminer les déchets plastiques présents dans les andains concernés, notamment un criblage plus fin pour éliminer plus de déchets plastiques, notamment les éléments de petite taille.</p>

L'exploitant a également indiqué que suite à ces problèmes, il ne compostait plus les déchets verts issus des points d'apport volontaire de la commune de Lunéville (identifiés comme la source du plastique). Ces déchets verts allant vers un autre site de compostage du département.

**Type de suites proposées :** Sans suite